

Afghanistan et retrait occidental : quels enseignements ?



Le 15 août 2021, les Talibans se sont emparés de Kaboul à la suite de l'annonce du retrait des forces américaines présentes en Afghanistan depuis 2001 à la fin de l'été, annihilant vingt années d'efforts des Occidentaux pour tenter de stabiliser le pays. Nous allons analyser les enjeux de cette crise à travers quatre tribunes publiées par *Le Monde* les 23, 26 et 30 août ainsi que le 9 septembre 2021, écrites respectivement par Alexandra de Hoop Scheffer, politiste et directrice du think tank transatlantique « German Marshall Funds of the United States », Mathieu Duchâtel, directeur du programme Asie à l'Institut Montaigne et spécialiste de la Chine ; Christopher Hill, professeur de relations internationales à l'université de Cambridge (Royaume-Uni), et Jean-Sylvestre Mongrenier, chercheur en géopolitique à l'Institut Thomas-More. Si elles abordent toutes un sujet commun (la crise afghane et ses enjeux), ces tribunes traitent chacune d'une problématique différente générée par cette crise.

Dans la première tribune, Alexandra de Hoop Scheffer pointe du doigt les enjeux soulevés par l'échec de l'intervention en Afghanistan pour les États-Unis. Cette défaite symbolise selon elle l'aboutissement de dix années de désengagement dans ce pays et une mauvaise gestion chronique des institutions afghanes. Le tournant géopolitique marqué par la victoire des Talibans est ainsi à la fois une défaite stratégique, une perte de crédibilité des capacités d'action futures et une illustration de la décadence américaine entraînant l'apparition d'un monde futur dominé par la Chine en premier lieu, mais aussi par la Russie, la Turquie ou encore l'Iran, qui succéderaient alors à l'« hyperpuissance » américaine. Les vingt ans de conflit en Afghanistan ont coûté plus de 2000 milliards de dollars aux Américains pour que l'armée afghane, que ces derniers avaient formée en dépensant plus de 83 milliards de dollars depuis 2001, soit rapidement balayée par les Talibans, alors que la débâcle a dévoilé l'étendue de ses faiblesses : corruption, mauvais approvisionnement et manque de soutien aérien. L'efficacité de l'intervention armée américaine est donc remise en question et invite à la réflexion quant à la gestion du désengagement militaire. En 2019, les « Afghanistan Papers » ont retranscrit des « success stories » mensongères qui ont contribué à l'émergence de la situation chaotique entrevue en août dernier. Initialement, l'objectif des opérations militaires en Afghanistan était l'éradication des bases d'Al-Qaïda à la suite du 11 septembre 2001. Toutefois, après la chute des Talibans en 2001, les Américains se sont vus investis de la lourde tâche de la reconstruction de l'Etat afghan dans son ensemble. Barack Obama a ainsi souhaité recentrer la stratégie

américaine sur la lutte contre le terrorisme en 2010 et non plus sur cette entreprise de « nation building » débutée en 2001.

Dans ce second texte, Christopher Hill évoque les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne quant à l'Afghanistan. Il démontre l'incohérence de la politique diplomatique des Britanniques concernant cet Etat. En effet, ces derniers portent un faible intérêt aux liens qui peuvent exister entre politique intérieure et politique extérieure, or l'action exercée sur l'une des deux scènes a forcément des répercussions sur l'autre. Par exemple, la politique britannique d'aide au développement international, résidant en majorité dans la lutte contre la pauvreté, représentait 0,7% du PIB, tandis que désormais cette politique est davantage tributaire des contraintes financières ainsi que des conditions politiques. En 2021, le Royaume Uni a adopté une politique au pied levé à la suite de la débâcle afghane en augmentant de 10% l'aide accordée au pays. En 2004 déjà, les Britanniques n'avaient pas rejoint la France et l'Allemagne sur la question du délai des sept ans pour les pays de l'Europe de l'Est, qui émergeaient à peine après 45 ans de communisme, concernant la libre circulation dans l'Union Européenne, ce qui montre l'incapacité à mener une réflexion collective cohérente. Si le Royaume-Uni se situe de plus en plus à droite sur la question de l'immigration, des revirements peuvent être opérés suivant l'actualité, à l'image de l'engagement humanitaire d'ouverture des frontières à plus de 300000 Hongkongais titulaires d'un « BNO Passport » (Passeport des « BRITISH NATIONAL OVERSEAS »). Ainsi, les Britanniques vont accueillir ceux qui ont travaillé avec eux en Afghanistan ainsi qu'une partie des émigrants de l'Etat moyen-oriental. L'auto-exclusion du Royaume-Uni du marché unique et de l'union douanière de l'Union Européenne, engendrée par le Brexit, crée donc la nécessité de mettre en place de nombreux nouveaux accords commerciaux avec différents partenaires. Le Royaume-Uni est donc demandeur sur le plan commercial, tandis que sa diplomatie se focalise sur les droits de l'Homme et le comportement interne des régimes au regard de ces valeurs. Cette focalisation explique ainsi les difficultés britanniques dans les relations avec la Chine, l'Inde et l'Arabie saoudite, ainsi que les tensions politiques avec la Russie et la Turquie, malgré la nécessité de coopérer avec des régimes peu démocratiques comme en Libye et en Syrie. Le gouvernement britannique s'identifie donc à un groupe de pays partageant le même esprit, toutefois ce sont majoritairement des membres de l'Union Européenne, rejetés par le Royaume-Uni à la suite du Brexit. Or les parties prenantes n'ont trouvé aucun compromis. L'incohérence britannique engendre ainsi des problèmes de confiance et de réputation dans les relations internationales, une confusion au sein de l'opinion publique, notamment quant aux buts, valeurs et priorités du Gouvernement, l'illustration et l'alimentation de cette confusion étant le fait des responsables politiques.

Dans la troisième tribune, Mathieu Duchâtel estime que les Chinois chercheront de plus en plus à tester la volonté américaine de protéger Taïwan. La Chine profite du chaos en Afghanistan à la suite du retrait américain pour mettre l'accent sur un déclin américain qu'elle juge irréversible, tout comme la baisse progressive de la détermination des États-Unis à protéger la démocratie taïwanaise. Mathieu Duchâtel pense qu'il serait possible que la Chine interprète ce retrait comme un recentrage américain sur des objectifs plus réalistes à la suite de l'échec de leur intervention en Afghanistan. Concernant Taïwan, les deux derniers présidents américains ont déjà allégé certaines contraintes passées de la coopération américano-taïwanaise. L'administration Biden a aussi permis une coordination avec le Japon sur cette question. L'État nippon s'est ainsi positionné pour la première fois comme un acteur de la sécurité dans la région. La Chine a répondu au renforcement de l'alliance américano-taïwanaise en mettant en œuvre des opérations amphibies. Depuis juillet 2021, l'Armée Populaire de Libération (APL) mobilise ainsi des navires civils dans des exercices de débarquement amphibie sur l'île de Formose qui

héberge l'Etat taïwanais. Les infrastructures portuaires édifiées dans la province de Fujian, face à Taïwan, confirment la préparation d'une occupation côtière chinoise. On peut ajouter à cela qu'un changement d'échelle des capacités nucléaires a lieu actuellement au sein de l'Empire du Milieu. En effet, alors que la Chine ne dispose que de 20 silos pour ses missiles balistiques intercontinentaux, plus de 200 sont en construction aujourd'hui. La Chine recentre donc son arsenal non plus sur la qualité, mais bel et bien sur la quantité. Pékin dispose aujourd'hui de 350 têtes de missiles, qui sont vulnérables en cas de riposte toutefois, tandis que Washington en possède 5500, bien que la Chine recherche la transformation de cet équilibre. Il serait douteux et peu probable que les Chinois commettent aujourd'hui l'erreur de compter sur une capitulation préventive des Américains, suivant l'exemple de Kim-Il-Sung lors de la guerre de Corée. La seule certitude demeure finalement la volonté des Chinois de tester la résistance des Occidentaux et de leurs alliés taïwanais, et, dans le même temps, leur préparation à une offensive.

L'ultime tribune est centrée sur le spectre de la décadence du côté américain. Selon Jean-Sylvestre Mongrenier, le redéploiement géostratégique américain qui a mené au retrait d'Afghanistan a un sens. Effectivement, des États sont aujourd'hui en mesure de perturber l'équilibre géopolitique mondial, à l'instar de la Chine ou encore de l'Iran. La « longue guerre » menée contre le fléau du terrorisme peut être considérée comme une diversion stratégique dans cette optique. De nos jours, un nouvel ensemble spatial acquiert de l'importance sur la scène internationale : l'Indo-Pacifique. La France a notamment besoin de l'alliance avec les États-Unis pour faire face aux pressions exercées par la Chine sur les « poussières de l'Empire » dans cette zone. L'effort est ainsi reporté sur l'Indo-Pacifique, région désormais beaucoup plus stratégique que le Moyen-Orient. Cependant, le maintien de contingents occidentaux en Afghanistan semble possible et il est nécessaire d'après M. Mongrenier. Si le retrait d'Afghanistan entache la réputation américaine, cette décision n'entraînera pas forcément l'abandon de Taïwan et de l'Ukraine, mais, bien que les rapports de force ne puissent se résumer à la réputation, le spectacle de la déroute américaine au Moyen-Orient galvanisera les Chinois ou les Russes. Se limiter au simple objectif d'autoconservation en n'intervenant pas sur la scène internationale serait le signe d'une décadence pour les États-Unis du point de vue de l'auteur de la tribune. Pour certains, il faudrait s'isoler à l'intérieur des frontières nationales sans agir sur la politique internationale. Pour autant, il semble normal que les Américains soient intervenus à la suite des attentats du 11 septembre et la tentative de reconstruction de l'Etat afghan apparaît comme étant légitime pour essayer de combler le vide politique du pays en tenant compte des réalités locales du pays. Si l'expérience s'est avérée être un échec, il est difficile de savoir ce qui aurait fonctionné.

Le retrait américain d'Afghanistan ouvre donc de nouvelles perspectives pour les États-Unis et le monde sur fond de tensions entre les Occidentaux et la Chine qui redéfinissent la géographie des enjeux géopolitiques internationaux, comme en témoigne la nouvelle coopération « Aukus » en Indo-Pacifique. Si les récents événements (Brexit, Afghanistan) mettent au défi les Américains en remettant en question leur action sur la scène mondiale, l'ancienne colonie britannique a toujours su se réinventer pour mieux répondre aux problématiques du moment. Un nouvel équilibre se met ainsi en place avec le spectre de l'apparition d'une nouvelle guerre froide dont le centre névralgique serait cette fois-ci l'Indo-Pacifique et non plus l'Europe, qui fait elle aussi face à de multiples enjeux nouveaux (Brexit, appétits russes...).

Alexandre MARTINS-LAFFEACH (Terminale 3), le 17 février 2022